

Un cordon sanitaire anti-PTB ? Le CDH pousse, MR et Défi aussi

PARTIS Trois formations francophones excommunient l'extrême gauche...

► Benoît Lutgen (CDH) veut un cordon sanitaire interdisant toute alliance avec le PTB. Et exclura les contrevenants.

► MR et Défi sont dans le move.

► Le PS ne pose pas d'exclusive, Ecolo reste de marbre.

Ça se muscle. L'effet campagne opère, il forge les échanges politiques à quelques mois des communales. Dans ces colonnes samedi, Charles Michel dénonçait ce qu'il appelait la « trumpisation » de la « gauche francophone », où il range, dit-il, PS, Ecolo et PTB. Trois jours plus tard, Benoît Lutgen est dans le ton, en plus fort. Le président du CDH s'apprête, lui, à se lever contre la « PTBisation » de la même gauche francophone. Il a donné le signal dans l'entretien qu'il nous accordait mardi : « J'ai des exclusives par rapport à l'extrême droite et l'extrême gauche. Si quelqu'un qui bâtit une coalition dans une commune avec des gens du PTB, il sera exclu du CDH. J'attends la même chose d'Ecolo et du PS. »

Recontacté mardi, Benoît Lutgen justifie : « Le PTB base son programme et ses actions sur Marx, Lénine, Staline, Mao Zedong. Il souhaite un "appareil d'Etat socialiste", prévoit la collectivisation des grandes entreprises, des propriétés foncières, des grands moyens de communication et de transport. Il évoque la lutte des classes, l'insurrection et même la guerre civile pour mener

à la libération de la société. C'est un parti marxiste, "pur jus", absolument pas débarrassé des fondements idéologiques d'extrême gauche, qui veut instaurer une société non démocratique. ». Le président du CDH assène : « Même si le racisme distingue l'extrême droite de l'extrême gauche, pour nous, il est exclu de gouverner avec un parti extrémiste. Le code de déontologie interne est très clair. Nos valeurs sont incompatibles. »

Le président du CDH innove. Depuis 1992, la technique du cordon sanitaire vise l'extrême droite du Vlaams Blok (devenu Vlaams Belang) et du Front national (qui s'est perdu chemin faisant) du côté francophone. Aucune autre formation n'a jamais été la cible d'une telle mise à l'index. Inutile de dire que le positionnement a un poids dans le paysage francophone, où le PTB, selon les sondages, s'est hissé au-dessus des 10 % des intentions de vote. Du reste, le PVDA (le PTB flamand) est aux affaires dans le district anversois de Borgerhout, avec les verts de Groen et les socialistes du SPA.

Quant aux verts et socialistes francophones ? Les premiers sont embarrassés. Jamais ils n'ont affiché la plus petite tendresse pour un parti qui leur a chipé des parts d'électorat (dans les sondages, toujours), ni plaidé en faveur d'une alliance PS-Ecolo-PTB (l'option de la FGFB wallonne de Thierry Bodson), mais de là à se couper de leur ancrage à gauche en excommuniant le peuple PTB... Nous les avons sollicités : « Les coprésidents d'Ecolo ne réagissent pas aux propos de

M. Lutgen », lequel, il est vrai, en plus d'être un concurrent des verts auprès des électeurs centristes, les allume dans la même interview. Les écolos ne tendent pas l'autre joue.

Le PS, lui, ne pose pas d'exclusive pour ce qui concerne le PTB, sans pour autant militer pour quelque rapprochement à ce stade avec un parti qui lui mord les flancs dans les enquêtes d'opinion. Message : la gauche utile, c'est nous. Voici : « Les communales sont des élections locales,

chacun examinera la situation dans sa commune au soir des élections. Actuellement, on constate que le PTB est réticent à l'idée de participer au pouvoir. Les citoyens qui souhaitent un vote de gauche qui soit utile pour diriger leur commune ont donc tout intérêt à choisir le PS. »

« M. Lutgen se ferme au débat démocratique, et jette des anathèmes, c'est grave » RAOUËL HEDEBOUW PTB

A droite, ou au centre droit, c'est une autre chanson.

Défi - qui se dit libéral social - embraille sans ambiguïté sur l'exclusive de Benoît Lutgen, revendique même l'antériorité : « Nous avons déjà dit que nous ne concluons d'alliance ni avec le PTB ni avec la N-VA, tranche le président Olivier Maingain. Les deux sont totalement exclus. » Le même souligne d'ailleurs, qu'« après avoir lu attentivement les déclarations du président Benoît Lutgen », celui-ci « n'est pas aussi net concernant la N-VA... » Le président de Défi n'est sans doute pas le seul à l'avoir noté. Revenons au PTB : et si, d'aven-

ture, une section locale osait tout de même cette alliance avec les PTBistes ? « Ce serait l'exclusion tout de suite. Nous ne concluons pas d'accord avec le PTB, ni avec la N-VA, ni avec le PP ou un parti d'extrême droite. Mais il n'y a pas de risque, je n'ai aucune crainte. »

Au MR ? C'est le cordon anti-rouges. Chez les bleus, il a déjà été dit, depuis plusieurs mois, qu'il « n'y aurait pas d'alliance avec l'extrême gauche et l'extrême droite ». Le parti réformateur n'utilise pas l'expression « cordon sanitaire », mais c'est de cela qu'il s'agit : « On estime qu'il n'est pas possible de gouverner avec

eux », confirme le porte-parole du parti. Et si un élu libéral, quelque part, devait s'allier au PTB au plan local ? Il n'y aurait pas d'exclusion d'office, nous explique-t-on, elle n'est pas prévue dans les statuts dans ce contexte-là, mais chaque membre du MR doit signer une charte des valeurs et n'est pas censé s'associer à un parti qui ne les respecte pas... S'allier au PTB pourrait éventuellement entraîner une procédure devant le Comité de conciliation et d'arbitrage, avec éviction potentielle à la clef, au cas par cas.

Sollicité à son tour, Raouï Hedebouw cible Benoît Lutgen : « C'est grave de la part d'un président de parti, qui se ferme au débat démocratique, et jette des anathèmes. M. Lutgen est dans la logique du "ni, ni", ni gauche, ni droite, laquelle, en réalité, comme l'on sait, veut juste dire ni gauche. » Là, on se dit que le président du CDH pourrait ne pas désapprouver totalement... ■

DAVID COPPI
MARTINE DUBUISSON

EXCLUSION

L'extrême droite seule visée jusqu'à présent

Le principe du « cordon sanitaire » remonte à 1992. Il visait le Vlaams Blok (qui deviendra le Vlaams Belang) du côté flamand, le Front national au sud du pays, donc les partis d'ex-

trême droite. A savoir : les partis démocratiques s'interdisent toute forme d'alliance et de coalition avec ces formations extrémistes. Côté francophone, le cordon s'appliquera aussi assez largement dans les médias, où les représentants de l'extrême droite ne sont pas invités et n'ont pas droit de cité, cela contrairement à la Flandre, où ils font partie du décor, et sont accueillis sur tous les plateaux.

A propos d'extrême droite toujours, on verra quelle sera la stratégie de la N-VA lors des prochaines communales : le cordon tiendra-t-il le coup ? En outre, certains, chez nous, s'interrogent sur l'opportunité d'ouvrir collines et plateaux au Parti populaire, qui adopte un message de plus en plus radical à droite.